

L'analyse coût-bénéfice montre l'absurdité du confinement



Les mesures de confinement mises en place dans un grand nombre de pays contre l'épidémie de covid-19 constituent la violation des libertés fondamentales la plus profonde et la plus massive depuis la fin de la guerre, même si elles ont été acceptées sans trop de résistance par une grande partie de la population.

Pourtant, à l'heure où nos gouvernants et journalistes aiment penser qu'ils agissent guidés par la science et la rationalité, il est surprenant de constater que des décisions aussi lourdes de responsabilité n'ont pas fait l'objet d'une analyse coût/bénéfice, même élémentaire.

Tout a en effet été présenté sous la forme d'un choix moral entre vie et économie. Et dans ce dilemme, le choix des médias *mainstream*, obsédés par une idée angélique du Bien, a très vite été fait. « Sauvons des vies » est devenu le mantra devant lequel toutes les autres préoccupations sont apparues comme basement pécuniaires et profondément égoïstes, et ont été boutées hors du champ de l'acceptable, de la *common decency*.

Dans un climat général quasi totalitaire, personne n'a donc osé évaluer si le coût demandé valait les bénéfices espérés. Et par coût, je ne parle pas ici de la simple perte économique chiffrable, mais de la réduction de la qualité de vie que les mesures prises ont générées pour l'ensemble de la population.

Mais est-ce vraiment possible d'évaluer ce que peut valoir la perte de quelques années de vie pour certains face à la perte de qualité de vie pendant quelque mois pour d'autres ? Surprenamment, oui. Et c'est même en fait assez simple. Il suffit pour cela de comparer les deux pertes en les moyennant pour les ramener sur un seul individu. C'est de cette manière qu'une société cherche le bien général et dépasse le piège de l'approche morale culpabilisante, dans laquelle certains doivent se sacrifier pour d'autres.

Faisons donc ce calcul. Selon de nombreux médias, le confinement a sauvé 60.000 vies en France lors de la première vague. On peut avoir de sérieux doutes sur la validité du modèle sur lequel est basée cette estimation, car selon la logique de ce modèle, la Suède qui n'a pas appliqué de confinement aurait dû compter près de 80.000 morts de la covid, alors qu'elle en a eu moins de 6.000. Toujours selon ce modèle, la propagation exponentielle du virus aurait dû reprendre dès la fin du confinement, alors qu'au contraire il a fallu attendre environ 3 mois et la fin de l'été pour que cela se produise, en France comme ailleurs en Europe.

Mais soyons larges et admettons même que le confinement de près de deux mois ait permis de sauver 60.000 vies, soit environ 1000 vies sauvées pour chaque jour de confinement.

Bien sûr, comme nous sommes mortels, sauver une vie ne signifie en fait que la prolonger. De combien ? En France, l'âge moyen au décès par covid-19 est d'environ 81 ans. Et selon l'Insee, l'espérance de vie à 81 ans est en moyenne de 9 ans. Là aussi, il est très probable que les personnes qui décèdent de la covid, qui pour la plupart souffrent de maladies sous-jacentes, aient une espérance de vie inférieure

à celle des gens de leur âge. L'étude de Stéphanie Gentile de l'IHU de Marseille suggère en fait que la plupart des victimes fatales de la covid avait une espérance de vie de moins d'un an.

Mais gardons pour notre calcul cette durée moyenne de vie perdue de 9 ans. Chaque jour de confinement aurait donc sauvé 1.000 vies d'une durée restante de 3.300 jours, soit 3,3 millions de jours de vie (ou jours de vie-personne).

Quant au coût de chaque jour de confinement, il est encore plus simple à calculer. Il s'agit d'un jour de confinement pour toute la population française, soit 67 millions de jours de confinement-personne.

En divisant 67 millions par 3,3 millions, on voit donc que pour sauver 1 jour de vie pour 1 personne, il a fallu 20 jours de confinement pour 1 personne. C'est bien sûr une estimation minimale puisque le nombre de vies sauvées et la durée de vie restante ont été largement surévalués. Et aussi parce que le confinement ne se limite pas aux restrictions des libertés subies sur le moment mais qu'il aura des effets économiques de longue durée avec des conséquences probables sur l'espérance de vie elle-même.

Mais même sans tenir compte de ces facteurs, est-ce que le jeu en vaut la chandelle ? Imaginons une personne à qui il resterait 20 jours à vivre et à qui on proposerait d'en vivre un de plus à condition de subir le confinement pendant toute cette période. Que choisirait-elle ? Ou pour prendre un exemple peut-être plus parlant, une personne dont l'espérance de vie serait de 20 ans et à qui on proposerait de pouvoir vivre un an de plus mais à condition de passer ces 21 années en confinement. Ou un nouveau-né qui aurait le choix entre vivre 84 ans dans une société en perpétuel confinement ou 80 ans dans un monde libre.

Eh oui, même si c'était pour notre propre vie, il semble évident que pour aucun d'entre nous une différence de

longévité, même de 5 %, ne vaudrait le sacrifice de notre liberté. Car, même si nous espérons tous faire des vieux os, ce n'est pas le seul objectif, ni même le principal, de notre vie. Alors est-il raisonnable de demander que, collectivement, nous sacrifions pour d'autres plus que ce que nous ne ferions pour nous-mêmes ?

Pouvoir sortir, travailler, voyager, voir ses amis, sa famille, bref être libre, c'est ce qui fait la valeur et l'intérêt de nos vies. Il est étonnant et très inquiétant que, dans nos démocraties dites libérales, on semble avoir complètement perdu cela de vue.

François Legros